



DES MOUVEMENTS B FILIERE FISCALE CATASTROPHIQUES :

**20 SUPPRESSIONS DE POSTES PLUS UN
DEFICIT DE 47 EMPLOIS AU 1^{ER} SEPTEMBRE !**

Les CAP locales B filière fiscale pour les mouvements de mutation se sont tenues le 20 juillet. Les représentants de la CGT ont dénoncé la situation catastrophique des effectifs : un déficit de 47 contrôleurs s'ajoutant aux 20 suppressions d'emplois B qui interviennent le 1^{er} septembre (voir au verso notre déclaration). Nous avons protesté contre la décision de l'administration de geler certains postes (PCE de Boulogne, Levallois et Suresnes). Il s'agit là d'un fait sans précédent qui interdit aux agents d'obtenir ces postes auxquels ils avaient droit.

La direction a communiqué les informations suivantes : pour le 92 Nord, on dénombre 102 départs et 82 arrivées dont 26 premières affectations et pour le 92 Sud, 69 départs et 54 arrivées dont 20 premières affectations. L'administration a par ailleurs reconnu que la situation était difficile : après déduction des temps partiels, il manque 47 B soit 8% de l'effectif de cette catégorie. Elle indique avoir appelé à plusieurs reprises l'attention de la direction générale sur cette question. Elle a aussi reconnu avoir eu recours à des gels de postes dans certains services (PCE) ou à des détachements afin de pourvoir des services particulièrement déficitaires (SIE et IAD). Elle déclare assumer les conséquences de ses décisions.

La direction a indiqué que la réforme de l'ISF, relevant fortement le seuil d'imposition à cet impôt réduirait d'environ 50% le nombre de redevables. Nul doute que les FI le paieront fortement en gels ou suppressions d'emplois – notamment en catégorie B - dans un proche avenir. L'administration anticipe en détachant un collègue FI en IAD.

Nous avons alerté la direction sur la situation critique de certains services (SIE Boulogne, SIE Colombes, IAD Gennevilliers, IAD Nanterre Sud-Ouest, SIE Sèvres, IAD Saint-Cloud, IAD Sèvres,...). L'administration a répondu qu'elle ferait appel aux EDRA disponibles pour ces services.

Nous avons également demandé le maintien des fiches de souhaits pour les agents « à la disposition du directeur ». La direction après avoir constaté que cela n'avait pas été fait cette année s'est engagée à rétablir les fiches de souhaits pour les prochains arrivants ALD. Suite à notre demande, elle a indiqué que la liste d'affectation des EDRA serait communiquée dans la semaine.

Pour notre part, nous estimons que les EDRA ne permettront pas de pallier au volume de vacances actuel. Nous n'acceptons pas cette situation catastrophique des effectifs dans notre département qui met en péril les conditions de travail des agents, les missions de service public mais également les droits et garanties. Cela nous a conduit à voter contre le mouvement local.

Votes : CGT contre ; SNUI-SUD, CFDT abstention ; Administration pour.

Les élus CGT Nord et Sud : Luc Benoit, Etienne Cardaire, Gislhaine Masoni, Maximilien Faure, François Risacher.

**CONTRE L'ARBITRAIRE, POUR DEFENDRE NOS DROITS, ADHEREZ A LA CGT
FINANCES PUBLIQUES !**

DECLARATION LIMINAIRE CGT FINANCES PUBLIQUES 92

La CGT Finances Publiques 92 a adressé le 8 juillet une lettre au DDFIP au sujet de la situation critique des effectifs sur notre direction : au premier septembre, un déficit de près de 200 agents s'ajoute aux 104 postes supprimés.

Comme nous l'avons écrit au Directeur : « *tout indique que l'ensemble des services et les agents de tous grades qui les composent vont se retrouver dans une situation critique, sans précédent, à la rentrée du 1^{er} septembre* ».

Les mouvements B de la filière fiscale participent de cette situation. Pour la première fois, ils présentent un solde fortement négatif égal au total à - 46 au 1^{er} septembre auquel s'ajoute au 20 suppressions d'emplois B (plus 3 emplois de géomètres).

Les SIE sont à la fois durement touchés par les suppressions d'emplois et les postes vacants (SIE Boulogne Nord -3,6 ; SIE Boulogne Sud -2,4 ; SIE Colombes -1,5 ; SIE Levallois -3,2 ; SIE Nanterre La Défense : -2,3 ; SIE Sèvres - 2,2 ; SIE Suresnes -3) : 13 emplois y sont supprimés au 1^{er} septembre et il manque aussi l'équivalent de 22 agents (temps partiel compris).

Et cela ne se limite pas aux SIE : IAD Gennevilliers, il manque 2 contrôleurs sur 3 ; IAD Nanterre Sud-Ouest -2 ; IAD Saint-Cloud -2,9 ; IAD Sèvres -3,2 ; CH2 Nanterre -1,7 ; pôle contrôle expertise Suresnes -2 sur les deux postes existants...

Peut-on continuer comme cela ?

A Boulogne, Levallois et Suresnes, la direction a décidé de geler les postes des pôles contrôle expertise (PCE) interdisant aux agents qui les avaient demandés d'y être affectés afin de les placer ou de les maintenir autoritairement en SIE. Nous protestons contre ce non respect des fiches de vœux et des règles d'affectation locale . Concernant les ALD, nous demandons le maintien des fiches de souhaits.

Les conditions de travail dégradées, les charges de travail excessives, la pression hiérarchique permanente, les garanties mises en cause, cela n'incite pas les collègues à rester sur le département.

Ce n'est pas aux agents de payer les conséquences de cette politique de destruction massive d'emplois.

Les élus CGT Finances Publiques à la CAPL B dénoncent cette situation qui conduit à la catastrophe. Ils réaffirment l'exigence du pourvoi de tous les postes, de l'arrêt des suppressions d'emplois, de l'arrêt de la pression hiérarchique et du respect des droits et garanties des personnels.

Nanterre, le 20 juillet 2011.